

Allemagne, Belgique, Etats-Unis, Italie, les économies des démocraties qui se retrouvent sans majorité pour gouverner s'en portent-elles vraiment plus mal ?



L'Allemagne n'est pas gouvernée depuis trois mois. Cette situation paraît absolument surréaliste aux analystes politiques des grandes démocraties... mais l'économie d'outre-Rhin n'en a pas souffert.

Avec Jean-Marc Sylvestre

Angela Merkel va donc démarrer la négociation avec le SPD pour définir les modalités de la coalition qui devrait lui permettre de gouverner. Parce que l'Allemagne n'est pas gouvernée depuis trois mois. Cette situation paraît absolument surréaliste aux analystes politiques des grandes démocraties, mais l'économie allemande n'en a pas souffert. Les pouvoirs économiques et financiers ont même été capables de signer un accord salarial dans la métallurgie qui ne va pas handicaper l'industrie.

La Belgique a vécu plus d'un an sans majorité politique et sans gouvernement investis de pouvoir. L'Italie s'est retrouvée bien des fois dans une situation politique très fragile sans pouvoir réel. Les Etats-Unis aujourd'hui ont l'apparence d'un pouvoir exécutif très particulier, mais en réalité, l'Amérique tient l'équilibre de croissance grâce à ses contre-pouvoirs : de la chambre des représentants aux membres du Sénat, en passant par la banque centrale et les milieux financiers.

Ne parlons pas de la France qui a vécu pendant plus de trente ans, pendant les fameuses Trente glorieuses, les meilleures années économiques de son histoire **avec des gouvernements qui ne tenaient pas le pouvoir plus de 6 mois**

Dans tous ces exemples, on s'aperçoit qu'à partir du moment où il n'y a plus de gouvernement, les agents économiques sont affranchis de la pression des administrations qui, dès lors, ne font qu'expédier les affaires courantes. Ils sont libérés des débats idéologiques et stratégiques qui, normalement, agitent les plus hauts sommets de l'Etat mais qui troublent la visibilité à long terme. A chaque fois, dans tous ces pays, l'activité économique, la croissance, les emplois ; et même les investissements n'ont pas souffert de la vacance du pouvoir.

A la limite, on pourrait dire que moins un Etat cède aux injonctions politiques, mieux il se porte sur le terrain économique.

C'est évidemment une caricature. Toutes les communautés nationales ont besoin :

- de règles juridiques pour fonctionner,
- d'un système judiciaire pour appliquer les sanctions à ceux qui ne respectent pas les règles ;
- de ligne stratégique d'évolution, de vision ;

- de corriger les inégalités les plus flagrantes ;

- et d'un système de protection pour ceux qui sont moins favorisés, parce que le pays ne peut pas durablement se développer avec des strates sociales qui n'évoluent pas à la même vitesse.

- besoin, enfin de sécurité contre les agressions extérieures et intérieures.

Ajoutons que, face à une crise grave, catastrophe naturelle et géopolitique, un pays a besoin d'un gouvernement légitime capable de prendre les mesures qui s'imposent.

L'Allemagne a forcément besoin d'un gouvernement pour définir et gérer la politique européenne, la question des migrants, la relation avec les anciens pays de l'est.

L'Allemagne a besoin d'un gouvernement pour redéfinir une politique énergétique et fixer la modalité de lutte contre le réchauffement climatique.

Et c'est évidemment sur ces dossiers qu'Angela Merkel doit s'entendre avec les leaders du SPD et sans doute les Verts.

Alors, cette négociation compliquée est sans doute un marqueur de faiblesse, mais c'est aussi un moyen de fabriquer un compromis qui sera forcément respecté et appliqué, parce qu'il aura embarqué, au terme d'un débat démocratique, la grande majorité de la population allemande.